

Pas d'interdiction du retrait du 2ème pilier pour l'accès à la propriété

Berne, le 27 juin 2014

Communiqué de presse

Pas d'interdiction du retrait du 2ème pilier pour l'accès à la propriété

Le Conseil fédéral veut jeter le bébé avec l'eau du bain et fait le jeu de la gauche

Le Conseil fédéral veut interdire le retrait du 2ème pilier sous forme de capital pour l'accès à la propriété. La conférence des présidents de partis cantonaux du *PLR.Les Libéraux-Radicaux* estime que ces mesures sont inadéquates. Elles font le jeu de la gauche qui exige des logements subventionnés par l'Etat. Elles portent atteinte à notre économie et s'attaquent une nouvelle fois à la classe moyenne.

L'accès à la propriété est le rêve de beaucoup de citoyens suisses. La réalisation de ce rêve est compromise par les mesures annoncées par le Conseil fédéral, qui pense pouvoir éviter la surchauffe du marché immobilier en limitant l'utilisation des fonds du 2ème pilier pour l'accès à la propriété.

Pas d'empêchement des mauvais placements

Les mesures annoncées sont totalement inutiles. Au lieu d'éviter les mauvais placements, elles empêchent la classe moyenne d'accéder à la propriété. En Suisse, le marché de l'immobilier connaît des épisodes de surchauffe régionale. Des logements sont construits en grand nombre et dans les endroits où il n'y a pas de demande. C'est là qu'il y a un risque de constructions inachevées. Ces projets ne sont pas financés par le 2ème pilier des citoyens actifs mais par les caisses de pensions.

Le Conseil fédéral jette le bébé avec l'eau du bain et fait le jeu de la gauche. Selon leur programme, il faut étatiser le sol et construire des logements subventionnés. Cela complique l'accès à la propriété pour la classe moyenne, augmente la demande pour l'aide au logement subventionné et conduit à un droit du bail étouffant.

L'autorégulation des banques est efficace

Les présidents des partis cantonaux soutiennent les efforts visant à limiter les abus des prestations complémentaires. Cependant, cela ne doit pas se faire par un accès plus restreint à la propriété.

La conférence des présidents des partis cantonaux soutient l'autorégulation des banques, qui renforce l'exigence de fonds propres. Elle encourage le dialogue politique sur le thème du logement entre la Confédération, les cantons et les villes. Il doit être facilité dans les régions où les logements sont rares grâce à un allègement de la bureaucratie qui permet de construire les logements à loyer raisonnable – **par amour de la Suisse.**

Contacts:

• Philipp Müller, président du PLR.Les Libéraux-Radicaux, 079 330 20 79

• Alain-Dominique Mauris, président du PLR.Les Libéraux-Radicaux Genève, 079 456 08 08

• Pia Guggenbühl, cheffe de la communication, 079 566 60 10

• Aurélie Haenni, porte-parole romande, 079 315 78 48